

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

23 SEPTEMBRE 2010

Proposition de loi complétant le Code pénal en ce qui concerne l'évasion des détenus

(Déposée par Mme Christine Defraigne)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 10 septembre 2007 (doc. Sénat, n° 4-176/1 - SE 2007).

Actuellement, l'évasion ne constitue pas dans notre droit une infraction en soi. Souvent ces évasions s'accompagnent de violences, de menaces ou de dégradations, et c'est à ce titre qu'elles peuvent être pénalement poursuivies.

Les articles 332 et suivants du Code pénal règlent le sort des tiers qui sont intervenus dans le processus d'évasion. Ces dispositions sanctionnent les tiers qui auraient procuré ou facilité l'évasion du détenu. Elles envisagent aussi les cas de négligence ainsi que les actes de connivence commis par des préposés à la garde ou à la conduite des détenus.

Quelle est l'origine de cette impunité? Selon une certaine doctrine (1), l'existence d'hypothèses d'évasions non répréhensibles proviendrait d'un esprit de clémence du législateur à l'égard du détenu. Cette clémence aurait pour fondement l'instinct, voire la compulsion de liberté qui domine tout être vivant. Il existerait chez l'homme une aspiration naturelle à la liberté d'aller et venir inaliénable, et qui ne peut être détruite par une décision judiciaire de privation de liberté.

On ne peut admettre une telle justification. Si on suit un tel raisonnement, on aboutit à faire de l'évasion

(1) Cérillac Sébastien, «Évasion et mesures d'aménagement de la peine», in: *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, septembre 2003, p. 492.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

23 SEPTEMBER 2010

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek wat betreft de ontvluchting van gevangenen

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 10 september 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-176/1 - BZ 2007).

Momenteel vormt ontvluchting in ons recht geen misdrijf op zich. De ontvluchting gaat wel vaak gepaard met geweld, bedreigingen of beschadigingen, en kan dan op die basis strafrechtelijk worden vervolgd.

De artikelen 332 en volgende van het Strafwetboek handelen over derden die bij de ontvluchting betrokken zijn. Die bepalingen straffen derden die de ontvluchting bewerken of vergemakkelijken. Zij straffen ook de personen die aangesteld zijn om de gevangenen te geleiden of te bewaken, in geval van nalatigheid of verstandhouding met de gevangenen.

Waarom is ontvluchting op zich niet strafbaar? Volgens een bepaald deel van de rechtsleer (1), zou de achterliggende reden een soort welwillendheid van de wetgever tegenover de gevangene zijn. Die welwillendheid zou zijn ingegeven door begrip voor het vrijheidsinstinct, of de vrijheidsdrang, die elk levend wezen beheerst. De mens zou een onvervreembare natuurlijke drang hebben om vrij te gaan en staan waar hij wil een drang die niet vernietigd kan worden door een gerechtelijke vrijheidsbeneming.

Deze argumentatie is onaanvaardbaar. Als men die redenering doortrekt, wordt ontvluchting eigenlijk een

(1) Cérillac Sébastien, «Évasion et mesures d'aménagement de la peine», in: *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, september 2003, blz. 492.

un droit. Or, il faut rappeler que la privation de liberté du détenu est justifiée objectivement soit par un jugement de condamnation coulé en force de chose jugée, soit par les circonstances particulières visées par la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. En effet, en vertu de la loi relative à la détention préventive, le juge d'instruction ne décerne un mandat d'arrêt « qu'en cas d'absolue nécessité pour la sécurité publique ». La loi explicite cette notion de nécessité en précisant que le mandat est décerné s'il existe des raisons sérieuses de craindre que l'inculpé, s'il était laissé en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers. Nous sommes donc, par définition, en présence d'une situation où la sécurité publique semble pouvoir être sérieusement compromise par l'individu s'il n'est détenu.

Dans un souci d'assurer la sécurité des citoyens, il faut assurer la répression de l'évasion de détenus et ce d'autant plus que toute évasion constitue une atteinte à la crédibilité de l'institution judiciaire et déforce la confiance que le public doit maintenir envers le pouvoir judiciaire.

L'auteur de la proposition espère qu'ériger l'évasion en délit servira de mesure de dissuasion à l'égard de certains détenus.

Cette mesure serait loin d'être propre à la Belgique. En Italie, toute évasion doit être réprimée, même si elle n'est pas accompagnée de violences ou d'effraction, puisqu'elle constitue en tout état de cause une désobéissance à la Justice (en Italie, l'évasion simple est punie d'un emprisonnement de six mois à un an).

En France, la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, en son article 194 (*Journal officiel* du 10 mars 2004), a modifié l'article 434-27 du Code pénal français qui stipule désormais que : « Constitue une évasion punissable le fait, par un détenu, de se soustraire à la garde à laquelle il est soumis. L'évasion est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Lorsque l'évasion est réalisée par violence, effraction ou corruption, lors même que celles-ci auraient été commises, de concert avec le détenu, par un tiers, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende. »

En effet, auparavant, la poursuite des auteurs d'évasion n'était pas possible en l'absence de violence, effraction ou corruption. La loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 a modifié cette situation.

recht. De vrijheidsbeneming van de gevangene is objectief gerechtvaardigd hetzij door een vonnis van veroordeling dat in kracht van gewijsde is gegaan, hetzij door de bijzondere omstandigheden waarnaar de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis verwijst. Overeenkomstig de wet betreffende de voorlopige hechtenis, zal de onderzoeksrechter alleen een bevel tot aanhouding verlenen « in geval van volstrekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid ». De wet licht dat concept van volstrekte noodzakelijkheid verder toe door te bepalen dat het bevel wordt verleend als er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken, bewijzen zou pogen te laten verdwijnen of zich zou verstaan met derden. Het gaat dus per definitie om een situatie waarin het individu een ernstige bedreiging vormt voor de openbare veiligheid, tenzij hij wordt vastgehouden.

Om de veiligheid van de burgers te waarborgen, moet de ontvluchting van gevangenen worden bestraft, vooral ook omdat elke ontvluchting de geloofwaardigheid van het gerechtelijk apparaat en het vertrouwen van het publiek in de rechterlijke macht aantast.

Door van de ontvluchting een misdrijf te maken, hoopt de indiener van het voorstel bepaalde gevangenen te ontmoedigen.

België zal zeker niet het enige land zijn dat zo'n maatregel neemt. In Italië wordt elke ontvluchting bestraft, zelfs als ze niet gepaard gaat met geweld of braak, omdat ontvluchting in elk geval een vorm van ongehoorzaamheid aan het gerecht is (in Italië wordt de gewone ontvluchting gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar).

In Frankrijk wijzigde de wet nr. 2004-204 van 9 maart 2004 « portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité » in zijn artikel 194 (*Journal officiel* van 10 maart 2004) artikel 434-27 van het Franse Strafwetboek, waarin voortaan het volgende staat : « Constitue une évasion punissable le fait, par un détenu, de se soustraire à la garde à laquelle il est soumis. L'évasion est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Lorsque l'évasion est réalisée par violence, effraction ou corruption, lors même que celles-ci auraient été commises, de concert avec le détenu, par un tiers, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende. »

In het verleden konden gevangenen niet wegens ontvluchting worden vervolgd indien er geen sprake was van geweld, braak of omkoping. De wet nr. 2004-204 van 9 maart 2004 heeft daar verandering in gebracht.

Dans un souci d'exhaustivité, il faut aller au-delà du cas d'une évasion d'un établissement pénitentiaire. Il faut également viser l'évasion et la tentative d'évasion d'un établissement sanitaire ou hospitalier dans lequel, en vertu du règlement de l'administration pénitentiaire, le détenu ou le condamné a été transféré provisoirement pour y recevoir des soins adaptés à son état. Il faut aussi comprendre l'évasion et la tentative d'évasion d'un condamné alors qu'il était employé à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire, ou qu'il était soumis au régime de la semi-liberté, ou qu'il bénéficiait soit d'une permission de sortir d'un établissement pénitentiaire, soit d'une mesure de suspension de l'emprisonnement. Cette extension est semblable à ce qui existe actuellement en droit français (article 434-29 du Code pénal français). En effet, dans ces hypothèses, le détenu a trahi la confiance dont il avait fait l'objet. Par là même, il prouve qu'il n'est pas prêt pour sa réinsertion.

Il faut considérer comme relevant des dispositions relatives à l'évasion non seulement ceux qui ont été condamnés et subissent leur peine, mais encore ceux qui se trouvent en détention préventive.

S'agissant du lieu de l'évasion, il faut interpréter la notion largement. L'auteur vise non seulement les établissements pénitentiaires, les locaux affectés à la garde des prisonniers mais encore tous lieux dans lesquels le détenu peut être régulièrement transféré au cours de sa détention.

Par ailleurs, il faut réprimer spécialement le complot formé par des codétenus en vue de leur évasion commune.

Enfin, pour ce qui concerne les tiers intervenant dans le processus d'évasion, l'auteur suggère de prévoir une aggravation des peines quand les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion auront corrompu les préposés ou agi de connivence avec eux. De surcroît, la connivence des préposés doit être érigée en infraction propre tout à fait distincte de l'évasion punissable, même si les préparatifs ont été menés à l'insu du détenu ou du prisonnier.

Pour compléter le dispositif, l'auteur souhaite réprimer la remise ou le fait de faire parvenir par quiconque à un détenu des sommes d'argent, de la correspondance ou des objets quelconques ainsi que la sortie irrégulière des mêmes objets.

Christine DEFRAIGNE.

*
* *

Om volledig te zijn, mogen we ons niet beperken tot ontvluchting uit een strafinrichting. Het voorstel heeft daarom ook betrekking op ontvluchting of poging tot ontvluchting uit een verpleeginrichting of uit een ziekenhuis waarnaar de gevangene of de veroordeelde overeenkomstig het reglement op de strafinrichtingen tijdelijk is overgebracht om aangepaste zorg te krijgen. Daarnaast heeft het ook betrekking op de ontvluchting of poging tot ontvluchting van een veroordeelde die buiten de strafinrichting tewerkgesteld is, die in een stelsel van « halve vrijheid » zit, die de toelating heeft gekregen om de strafinrichting te verlaten of van wie de gevangenisstraf is opgeschort. Die uitbreiding bestaat nu al in het Franse recht (artikel 434-29 van het Franse Strafwetboek). In deze gevallen heeft de gevangene immers het in hem gestelde vertrouwen beschaamd. Dat bewijst dat hij niet klaar is om opnieuw in de maatschappij te worden opgenomen.

De bepalingen inzake ontvluchting hebben niet alleen betrekking op mensen die zijn veroordeeld en hun straf uitzitten, maar ook op mensen die in voorlopige hechtenis zitten.

Wat de plaats van de ontvluchting betreft, die moet ruim worden geïnterpreteerd. De indiener bedoelt daarmee niet alleen de strafinrichtingen, of de lokalen waar de gevangenen worden bewaakt, maar alle plaatsen waarnaar gevangenen tijdens hun gevangenschap kunnen worden gebracht.

Samenspanning van gevangenen met het oog op een gemeenschappelijke ontvluchting moet extra zwaar worden bestraft.

Wat ten slotte de derden betreft die bij de ontvluchting betrokken zijn, stelt de indiener voor om de straffen te verzwaren wanneer de derden die de ontvluchting hebben bewerkt of vergemakkelijkt de aangestelden hebben omgekocht of met hen een verstandhouding hebben aangegaan. Bovendien wordt de verstandhouding van de aangestelden een misdrijf op zich, dat los staat van de strafbare ontvluchting, zelfs als de voorbereidingen buiten het medeweten van de gedetineerde of de gevangene zijn getroffen.

Om het dispositief af te ronden, maakt de indiener het overhandigen of doen bezorgen door wie dan ook van geldsommen, briefwisseling of voorwerpen aan de gevangene strafbaar, alsook het buitensmokkelen van die voorwerpen.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le chapitre III du titre VI du livre II du Code pénal, il est inséré un article 331^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 331^{ter}. Les détenus qui se seront évadés, ou qui auront tenté de s'évader, seront pour ce seul fait punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, sans préjudice des plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes ou délits qu'ils auraient commis à l'occasion de l'évasion ou de la tentative d'évasion. Ils subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou le délit à raison duquel ils étaient détenus.

Sera puni de la même peine, qui sera subie dans les mêmes conditions :

1° tout détenu transféré dans un établissement sanitaire ou hospitalier et qui, par un moyen quelconque, s'en sera évadé ou aura tenté de s'en évader;

2° tout condamné qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader alors qu'il était employé à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire, ou qu'il était soumis au régime de la semi-liberté, ou qu'il bénéficiait soit d'une permission de sortir d'un établissement pénitentiaire, soit d'une mesure de suspension de l'emprisonnement;

3° tout individu qui s'évadera ou tentera de s'évader du centre dans lequel il était détenu à la disposition du ministre de la Justice.

Le complot formé par plusieurs détenus en vue de s'évader sera puni d'un emprisonnement de un à deux ans. »

Art. 3

Dans le même Code il est inséré un article 337/1, rédigé comme suit :

« Art. 337/1. Dans les cas visés au présent chapitre, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les préposés ou de

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In boek II, titel VI, hoofdstuk III van het Strafwetboek, wordt een artikel 331^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 331^{ter}. Gevangenen die ontvluchten of pogen te ontvluchten, worden voor die enkele daad gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee jaar, onverminderd de zwaardere straffen die hun opgelegd zijn voor andere misdaden of wanbedrijven die zij bij de ontvluchting of poging tot ontvluchting hebben gepleegd. Zij ondergaan deze straf onmiddellijk na het einde van de straf die hun is opgelegd voor de misdaad of het wanbedrijf waarvoor ze werden gevangen gehouden.

Met dezelfde straf en onder dezelfde voorwaarden worden gestraft :

1° de gevangene die is overgebracht naar een verpleeginrichting of een ziekenhuis en die, op onverschillig welke manier, ontvlucht is of heeft gepoogd te ontvluchten;

2° de veroordeelde die ontvlucht is of heeft gepoogd te ontvluchten terwijl hij tewerkgesteld was buiten de strafinrichting, onderworpen was aan een stelsel van halve vrijheid, de toelating had om de strafinrichting te verlaten, of terwijl zijn gevangenisstraf was opgeschort;

3° hij die het centrum waarin hij ter beschikking van de minister van Justitie werd gehouden, ontvlucht of poogt te ontvluchten.

Samenspanning door meerdere gevangenen om te ontvluchten wordt gestraft met gevangenisstraf van een tot twee jaar. »

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 337/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 337/1. In alle in dit hoofdstuk bedoelde gevallen, worden derden die de ontvluchting hebben bewerkt of vergemakkelijkt door de aangestelden om

connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits préposés.»

Art. 4

Dans le même Code il est inséré un article 337/2, rédigé comme suit :

«Art. 337/2. Les peines portées pour le cas de connivence seront encourues par ceux qui ont tenté de procurer ou de faciliter une évacion, même si celle-ci n'a été ni consommée ni tentée, et quand bien même les préparatifs auraient été menés à l'insu du détenu. Elles seront également encourues lorsque l'aide à l'évasion n'aura consisté qu'en une abstention volontaire.

Aucune poursuite n'aura lieu contre ceux qui auront tenté de procurer ou faciliter une évacion, si avant que celle-ci n'ait été réalisée, ils ont donné connaissance du projet aux autorités administratives ou judiciaires, et leur en ont révélé les auteurs.»

Art. 5

Dans le même Code il est inséré un article 337/3, rédigé comme suit :

«Art. 337/3. Sans préjudice de l'application, le cas échéant, de peines plus fortes, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois quiconque aura, dans des conditions irrégulières, remis ou fait parvenir ou tenté de remettre ou faire parvenir à un détenu, des sommes d'argent, de la correspondance ou tout objet quelconque. La sortie ou la tentative de sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondance ou tout objet quelconque sera punie des mêmes peines.

Les actes visés à l'alinéa précédent seront considérés comme accomplis dans des conditions irrégulières, s'ils ont été commis en violation d'un règlement émanant de la direction de l'administration pénitentiaire ou approuvé par elle. Si le coupable est l'une des personnes habilitées par ses fonctions à approcher à quelque titre que ce soit les détenus, la peine à son égard sera d'un emprisonnement de six mois à deux ans.»

20 juillet 2010.

Christine DEFRAIGNE.

te kopen of met hen een verstandhouding aan te gaan, gestraft met dezelfde straffen als die aangestelden.»

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 337/2 ingevoegd, luidende :

«Art. 337/2. Met de straffen die gelden voor de gevallen van verstandhouding worden gestraft de personen die hebben gepoogd een ontvluchting te bewerken of te vergemakkelijken, ook als de gevangene uiteindelijk niet is ontvlucht of zelfs niet heeft gepoogd te ontvluchten, en zelfs als de voorbereidingen buiten het medeweten van de gevangene zijn getroffen. Deze straffen worden ook opgelegd als de hulp aan de ontvluchting alleen bestaat uit een vrijwillige onthouding.

Personen die gepoogd hebben een ontvluchting te bewerken of te vergemakkelijken, worden niet vervolgd als zij, voor de ontvluchting plaatsvindt, van het plan kennis geven aan de bestuurlijke of gerechtelijke overheden en de daders bekendmaken.»

Art. 5

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 337/3 ingevoegd, luidende :

«Art. 337/3. Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van zwaardere straffen, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden hij die, in ongeregelde omstandigheden, geldsommen, briefwisseling of een ander voorwerp aan een gevangene heeft overhandigd of doen bezorgen of heeft gepoogd ze te overhandigen of te doen bezorgen. Het buitensmokkelen of pogen buiten te smokkelen van geldsommen, briefwisseling of een ander voorwerp wordt met dezelfde straffen gestraft.

De in het vorige lid bedoelde handelingen worden beschouwd als in ongeregelde omstandigheden verricht te zijn, als ze zijn gepleegd in strijd met een reglement uitgevaardigd of goedgekeurd door het bestuur van de strafinrichting. Als de schuldige behoort tot de personen die vanwege hun ambt gemachtigd zijn om de gevangenen in onverschillig welke hoedanigheid te benaderen, wordt hij gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar.»

20 juli 2010.